



Après le référendum en Grèce

Le peuple grec s'est exprimé avec clarté et fermeté : à plus de 61% des voix, les électeurs ont rejeté les demandes de la Troïka. Ceci est d'abord un refus de l'austérité imposée au peuple grec où depuis plus de cinq ans, ce sont les travailleurs, les plus pauvres et les plus faibles qui font les frais de politiques inspirées par l'idéologie néo-libérale.

Mais, il ne faut pas prendre ce vote pour ce qu'il n'est pas : le référendum ne portait ni sur l'appartenance à la zone euro, ni sur l'Union Européenne. Cette question n'était pas posée aux électeurs.

Les Grecs se sont exprimés en faveur d'une Europe plus solidaire, plus sociale, plus humaine, et surtout, plus démocratique. Ils ne conçoivent pas que leur destin soit dicté par des administrations qui composent la Troïka : la BCE, le FMI et la Commission Européenne, sans légitimité démocratique, et qui imposent même au parlement national des décisions. Surtout, ils ne conçoivent pas que ce soient les travailleurs, retraités et le peuple tout entier qui paient pour les folies d'un système financier dérégulé et toujours plus avide. Quel triomphe pour la souveraineté d'un peuple après une campagne mensongère et méprisante dont les médias se sont fait largement l'écho !

Le programme que la Troïka tentait d'imposer à la Grèce contenait une nouvelle réforme des retraites, insistait sur une réforme du marché du travail, maintenait la casse du système de négociation collective, pesait sur l'emploi dans les services publics et augmentait la TVA pour tous, sans pour autant peser de la même manière sur l'impôt sur les sociétés.

Pourtant, plus personne n'ignore que la dette grecque n'est plus soutenable et que le pays ne sera jamais en mesure de la rembourser.

La proposition du gouvernement grec, que la Troïka avait refusé, visait par contre à une plus juste répartition des richesses dans le but d'œuvrer à une véritable justice sociale, à l'égalité des droits, à la transparence politique et fiscale, bref à la démocratie.

L'augmentation du salaire minimum, le rétablissement du treizième mois de pension de retraites, le renforcement des services publics, le développement de politiques en termes de logement et d'éducation font parties des mesures urgentes dont a besoin le peuple grec.

Ce vote des Grecs donne de l'espoir aux citoyens d'Europe qui sont sous le joug des programmes d'austérité et qui veulent s'en sortir. Les travailleurs de l'Europe toute entière peuvent désormais affirmer : oui, il y a une alternative !

Pour la CGT, la réponse à ce référendum doit être la concrétisation de cette alternative : Une Union Européenne sociale, juste, solidaire et qui protège les plus faibles et prend en charge les plus pauvres. Une Union Européenne qui promeut les droits des travailleurs, l'emploi et un travail de qualité. L'amélioration de la situation économique passera forcément par l'amélioration de la situation des populations et le rétablissement de leur pouvoir d'achat.

Il s'agit maintenant de rester vigilant pour que l'expression démocratique du peuple grec soit respectée et mise en œuvre. Ceci concerne tous les Européens désormais.

Montreuil, le 6 juillet 2015